



ROMS DE CHÂTENAY : L'EXPULSION N'EST PAS LA SOLUTION
Communiqué de la Fédération des Hauts-de-Seine de la Ligue des droits de l'Homme –

Le préfet des Hauts-de-Seine a décidé de faire évacuer et démanteler à brève échéance le campement précaire situé à Châtenay-Malabry (Hauts-de-Seine), entre la nationale 118 et le bois de Verrières, dans lequel s'abritent depuis un an une quarantaine de Roms de nationalité roumaine. On connaît la suite : emploi de la force publique pour déloger les occupants puis du bulldozer pour détruire le campement et « nettoyer » le terrain. Quant aux Roms, ils seront « renvoyés dans leur pays », en Roumanie.

Nous ne contestons pas les raisons invoquées par la préfecture pour justifier son action : occupation illégale du terrain, campement insalubre et potentiellement dangereux etc. Mais n'y a-t-il pas d'autre choix que la destruction du camp et l'expulsion des familles ?

On le sait bien, outre le traumatisme infligé aux familles et en particulier aux enfants, ceci ne règlera rien. Stigmatisés et maltraités en Roumanie, ils ne manqueront pas de revenir dans les mois, voire les semaines qui suivent. Déjà chassés de Meudon en 2008, puis de Clamart, la persistance de leur présence est la marque de leur volonté de s'établir dans notre pays. Des associations sont prêtes à les y aider, tant sur le plan matériel qu'en aidant à la scolarisation des enfants et à l'alphabétisation des parents.

On a su, dans le passé, éradiquer des bidonvilles en proposant de meilleures conditions d'hébergement ; on peut encore le faire aujourd'hui, à condition que les pouvoirs publics fassent le choix de l'intégration et non de l'exclusion.

Discriminés depuis toujours, ce sont des Européens « pas comme les autres » puisque nul ne leur reconnaît les droits que leur confère pourtant leur citoyenneté européenne. Si le cas des Roms doit bien évidemment être traité au niveau européen et en particulier en Roumanie, la France se doit d'en assumer sa juste part et permettre à ceux qui en ont fait le choix de pouvoir vivre parmi nous dans des conditions dignes.

Jean Ganeval

Président de la Fédération des Hauts-de-Seine de la Ligue des droits de l'Homme

fede92@ldh-france.org - <http://ldh92.voila.net>

06 74 10 73 79

Section LDH de Châtenay-malabry

Section LDH de Clamart, Sèvres, Meudon